

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 37/002/2007 – ÉFAI

29 mars 2007

AU 78/07 Craintes pour la sécurité

HONDURAS **Donny Reyes (h), trésorier de l'Asociación Arcoiris (Association Arc-en-ciel), un groupe de défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) ainsi que les autres membres de l'Asociación Arcoiris**

Le 18 mars, le militant Donny Reyes, qui défend les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), aurait été arbitrairement arrêté par la police dans le secteur de Comayagüela à Tegucigalpa, la capitale du Honduras. Les policiers l'ont frappé puis emmené à un poste de police. Là, ils l'ont laissé six heures et demie dans une cellule, où d'autres détenus l'ont battu et violé à maintes reprises, sous les encouragements d'un policier, selon les informations reçues. Donny Reyes a porté plainte auprès des autorités. Depuis, il semble que la police cherche à l'intimider. Amnesty International craint que cet homme et les autres membres de son organisation ne soient en grand danger.

Donny Reyes est le trésorier de l'*Asociación Lésbico, Gay, Travesti y Bisexual Arcoiris*, un groupe de défense des droits des LGBT créé en 2003, en vue de former des défenseurs des droits humains et de promouvoir la prévention du VIH/sida. Le 18 mars, vers 3 heures du matin, alors qu'il venait de sortir des bureaux d'Arcoiris avec une collègue pour attendre un taxi avec elle, deux voitures de police se sont arrêtées près d'eux. Les agents, au nombre de six, leur ont alors demandé leur pièce d'identité. La collègue de Donny Reyes n'en portait aucune, cependant, les policiers ne s'intéressaient qu'à lui. Bien qu'il leur ait montré sa carte d'identité, ils lui ont ordonné de monter dans leur véhicule. Donny Reyes a refusé et s'est mis à discuter, soutenant qu'il n'avait rien fait de mal. Peu après, les policiers auraient commencé à le battre et l'auraient forcé à monter à bord de leur voiture. Ils l'auraient insulté et auraient notamment déclaré : « *Il faut les faire disparaître d'ici, ces pédés* ».

À son arrivée au poste de police de Comayagüela, Donny Reyes a été placé dans une cellule avec 57 autres hommes, dont la plupart avaient été arrêtés quelques heures auparavant. Un policier leur aurait crié : « *Regardez ce que je vous amène, une petite princesse, vous savez ce que vous avez à faire.* » Donny Reyes a ensuite été battu, déshabillé et violé par quatre hommes – des membres de gangs, semble-t-il.

Vers 10 h 30, ceux qui pouvaient payer un pot-de-vin de 200 lempiras (environ 8 euros) ont été dirigés vers une cour qui donnait sur la rue, afin d'être relâchés. Donny Reyes a accepté de donner cette somme et, tandis qu'il attendait qu'on lui rende ses affaires, le policier qui le surveillait s'est absenté. Il en a profité pour s'enfuir. Trois jours plus tard, Donny Reyes a signalé ce qui lui était arrivé au ministère public ainsi qu'à un responsable de la police. Il a aussi subi des examens médico-légaux afin que puissent être consignées les violences dont il a été victime.

Depuis le 27 mars, des véhicules de police stationnent plusieurs fois par jour, pendant environ cinq minutes, devant les bureaux d'Arcoiris. Il semble que ces manœuvres visent à dissuader Donny Reyes de maintenir sa plainte.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La police a effectué deux descentes dans les bureaux d'Arcoiris, le 12 juin et le 1^{er} juillet 2006, emportant des documents et détruisant des ordinateurs ainsi que du mobilier, sans jamais prendre d'objets de valeur. Entre les deux raids, José Richard Figueroa, alors directeur de l'association, a été agressé dans la rue. Il a quitté le Honduras en décembre et demandé l'asile en Espagne. Personne n'a été traduit en justice pour ces faits. En octobre 2006, Arcoiris a déposé auprès du ministère de l'Intérieur une demande pour obtenir le statut officiel d'organisation non gouvernementale (ONG). L'association attend la décision des autorités.

Selon des ONG locales, entre 1991 et 2003, quelque 200 lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ont été victimes de meurtre au Honduras. Peu de ces homicides ont été officiellement enregistrés comme des crimes haineux, et plus rares encore ont été les enquêtes menées dans ces affaires, ou l'ouverture de poursuites contre les responsables présumés.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité des membres d'Arcoiris, en particulier celle de Donny Reyes, qui a été arrêté arbitrairement par la police le 18 mars, et violé, selon certaines informations, par d'autres détenus, à l'instigation d'un policier ;
- exhortez les autorités à mener dans les meilleurs délais une enquête exhaustive, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés ;
- priez-les de garantir que les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) sont protégés et que ces personnes ne font pas l'objet de discriminations en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre ;
- appelez les autorités à condamner publiquement toute violation des droits humains visant la communauté LGBT, en déclarant clairement que de tels agissements sont totalement inacceptables et qu'ils feront systématiquement l'objet d'investigations minutieuses et donneront automatiquement lieu à l'ouverture de poursuites contre leurs auteurs présumés.

APPELS À :

Ministre de la Sécurité

Álvaro Romero

Minister of Public Security, Ministry of Public Security

Edificio Pujol, 4to. Piso, Col. Palmira (Blvd. Morazán), Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 220 4352

Formule d'appel : Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Procureur général

Leonidas Rosa Bautista

Fiscal General del Estado, Ministerio Público, Lomas del Guijarro, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 221 5667

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Ministre des Relations extérieures

Milton Jiménez Puerto

Ministro de Relaciones Exteriores, Secretaría de Relaciones Exteriores

Colonia Miraflores, Boulevard de las Fuerzas Armadas

Contiguo al Palacio de Justicia, Edificio Antigua Casa Presidencial, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 234 1484

Responsable de la police

Comisionado Salomón Escoto Salinas

Jefe de la Policía Nacional Preventiva, Apartado Postal 3159, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 237 9070

Commission nationale pour la protection des droits humains

Comisionado Nacional de los Derechos Humanos de Honduras

Colonia Florencia Norte, Boulevard Suyapa, Tegucigalpa, HONDURAS

Fax : +504 232-6894

Association Arcoiris

Asociación Arcoiris

Avenida República de Chile, Bloque 2, Casa 701, Barrio San Rafael, Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 208 2834

+504 238 8447

Courriers électroniques :

arcoirisghn@yahoo.com

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 10 MAI 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*